

# LE BONHEUR PUBLIC

ET GÉNÉRAL,

## OU LES CONFESSIONS DU MONTAGNARD.

A 25 CENTIMES LA LIVRAISON.



Comment doit-on agir dans les réunions à l'égard des candidats à l'Assemblée nationale? — Mandats impératifs.

On a quelquefois besoin d'un plus petit que soi. — Dans les petites boîtes les bons onguents. — Ne méprisons point plus petit que nous. — Les plus petites causes en apparence produisent quelquefois les plus grands effets. — Rouget de l'Isle a été guillotiné au son de la *Marseillaise*, sans que le peuple le connût comme auteur de cette chanson. — La révolution de 1830 a été en partie suscitée par les chansons de Béranger. — Quelles sont les causes occultes de la révolution de 1848, elles ne sont pas encore bien connues et ne le seront peut-être pas véritablement, car chacun croit y avoir contribué plus ou moins directement.

Tout le monde se dit aujourd'hui républicain, et peu de personnes le sont véritablement. Une république est un gouvernement où tous les intérêts sont satisfaits, quel que soit d'ailleurs le nom que ce gouvernement porte.

Les ouvriers comme toujours ont montré dans cette révolution beaucoup d'ordre, beaucoup de modération, ceux qui sont portés vers des extravagances ou vers le désordre sont en grande minorité.

Le mot république doit être synonyme de liberté, et la liberté ne doit pas s'étendre au delà du sens du mot république.

Depuis la première révolution un seul gouvernement nous a donné l'ordre avec la force et la stabilité, c'est le gouvernement national du système napoléonien. L'opposition dans les chambres a fini par le renverser, comme elle a renversé Charles X et Louis-Philippe, comme elle en renversera encore d'autres, elle a toujours montré le mal et n'a jamais indiqué le remède, c'est pourquoi la même opposition provoquera toujours les mêmes révolutions; semblable à un médecin qui pour conserver la maladie productive, ne la guérit pas, au contraire la stimule afin d'avoir l'occasion d'exercer sa science spéculative, science qui finit par le tuer lui-même, car l'abus mine la plus solide réputation.

Je dirai donc ici toute ma pensée, priant chacun, quelle que soit son opinion, de m'écouter, de me laisser parler en toute liberté, c'est mon droit, comme c'est notre droit commun, et si je blâme, je donnerai le remède désintéressé.

Lorsque le gouvernement définitif arrivera, il recevra du gouvernement provisoire une république à l'état d'avorton ou à l'état de monstre, bien que cependant le gouvernement provisoire étant son propre héritier présomptif, il héritera de son propre ouvrage qu'il aura lacéré de ses propres mains.

Le gouvernement eût dû, dès le premier jour de son installation, prévoir les besoins et prendre les mesures les plus urgentes pour mettre ses finances en bon état, décréter une contribution immédiate qui eût été facile dans le moment, empêcher la sortie de France des Français, particulièrement de ceux possédant de grandes fortunes, décréter un délai fixe pour l'augmentation des salaires et la modification des heures de travail, en un mot, montrer un plan de fermeté et de conduite uniforme vers un but arrêté; au lieu de cela tout a été incertitude et tâtonnement, le riche a resserré ses ressources, le commerce a perdu confiance, le fabricant a cessé de faire travailler, l'ouvrier a couru les rues, l'argent a disparu, le riche dit qu'il n'en a pas, le commerçant et le fabricant sont sur les dents, l'ouvrier est sans travail par conséquent sans ressources, les uns crient à l'anarchie, les autres disent la république impossible, les derniers ne savent plus à qui s'en prendre, le gouvernement provisoire qui leur a donné un manifeste vraiment républicain aux puissances étrangères, qui s'en rapporte à leur amour du pays et de l'ordre pour arriver jusqu'à la composition de l'Assemblée nationale, leur semble un pouvoir à respecter, à ménager, à encourager, et par cela même ces derniers montrent en quelque sorte plus de raison que le haut de la société; le haut de la société lutte de ruse et d'adresse, le bas de la société lutte de patience et s'exaspère à l'idée d'être dupe, et tout cela parce que le gouvernement provisoire n'a pas voulu établir de programme dans la crainte d'engager l'avenir, c'était cependant son devoir, et le seul moyen de rétablir la confiance. Dans cet état équivoque, la classe ouvrière ne pouvant dominer par son ascendant moral et ses éléments administratifs, compte sur sa force matérielle en cas de désappointement. Tout est donc en question plus que jamais, l'artillerie masquée d'un côté et le bouleversement

de l'autre. Le gouvernement provisoire a pris assez de mesures capitales pour n'avoir rien à opposer à un programme de principes, qui eût servi lui-même de guide et de point de départ au gouvernement définitif.

Il serait donc nécessaire à l'ouvrier de ne nommer ses députés qu'avec l'engagement de donner telles ou telles institutions, nous ne sommes plus à l'époque où les mandats impératifs n'étaient pas possibles, aujourd'hui ils sont un devoir et une nécessité d'ordre et d'avenir.

Toute bonne intention doit être écoutée et publiée; il ne faut pas que quelques noms en réputation aient seuls les privilèges de l'initiative des bonnes réformes; car généralement, plus un nom s'élève, plus il s'éloigne des mœurs simples et probes de l'homme simple et bon: la réussite change presque toujours les idées premières, et tel qui estimait, en bas placé, n'estime plus lorsqu'il est arrivé au faite de son ambition.

L'affiche suivante, que j'ai adressée au gouvernement provisoire et aux maires de Paris, renferme en partie les garanties à demander aux députés et qu'il serait bon de leur faire signer.

### AVIS AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

*Peuple français, citoyens de toutes les professions,*

On va publier un ouvrage qui aura pour base les principes ci-dessous annoncés; je supplie toutes les classes de la société française, dans tous les départements, de demander que cet ouvrage soit publié partout, afin de le juger et de ne pas tomber immédiatement, ainsi que certains bruits le font déjà pressentir, dans un arbitraire tyrannique pire que sous la monarchie.

Déjà l'on a fusillé sans jugement, sans pitié, comme on a détruit, ravagé, sans discernement.

### DÉCLARATION DE PRINCIPES.

Tout gouvernement est institué par le peuple pour ses intérêts.

Jamais le peuple ne peut être l'objet de trafic de la part d'un gouvernement, ni de qui que ce soit.

Toute autorité dans un gouvernement doit faire serment de n'avoir jamais en vue que les intérêts populaires, sous peine de destitution.

Tout gouvernement doit l'instruction gratuite et forcée à toutes les classes de la société.

Tout gouvernement doit procurer à la classe ouvrière, particulièrement, du travail pendant tout le cours de l'année.

Tout gouvernement doit faire en sorte que les économies soient générales, et que chacun, dans sa vieillesse, soit assuré d'une existence paisible; ces économies doivent être garanties par le gouvernement et la société tout entière.

Il ne doit y avoir parmi un peuple d'autre privilège que le mérite, la droiture et la probité; il ne doit point y avoir de corporations fainéantes et contemplatives: elles sont une preuve de mauvaise organisation sociale.

Le travail est la loi générale, la misère doit être abolie.

La peine de mort abolie et remplacée par la déportation.

La justice doit être plus simple et mieux entendue; les lois et les rapports politiques doivent être une déduction du système électif; il doit y avoir partout homogénéité d'ensemble.

Rendre les faillites impossibles par des mesures convenables et non rétroactives.

Nos rapports avec les peuples étrangers sont des liens d'amitié et de fraternité.

Chacun, même les classes ouvrières, doit être passible d'impôts personnels, ce qui pourrait conduire à n'avoir que des impôts personnels proportionnels: le trafic de toute chose serait alors débarrassé des entraves douanières.

Il faudrait tâcher de s'entendre avec les puissances étrangères pour créer un collège scientifique universel, d'où rayonneraient toutes les lumières et toutes les conquêtes morales, en gouvernant le monde entier.

Ce travail ne peut se faire attendre longtemps.

Dévouement sincère au bien public, sans distinction entre le riche et le pauvre; la propriété garantie, sacrée, assise sur des bases moins égoïstes; les intelligences respectées et aidées:

Telle est ma devise; c'est au peuple, organisé par professions, à décider si elle se réalisera; c'est au peuple ainsi orga-

nisé que je voudrais voir nommer des délégués, un délégué sur dix personnes, ces délégués choisiraient ensuite un représentant ou député par profession.

Vivent l'ordre, la liberté et le bonheur général par l'ensemble du travail et d'une organisation protectrice pour tous!...

Indépendamment de ces garanties il serait encore convenable de leur demander la responsabilité réelle des ministres, que le gouvernement provisoire aurait dû proclamer le premier, leur tracer dans quelles formes nous les voulons, car avec de belles phrases on évitera les vœux les plus explicites, ainsi on nous parlera des droits de l'homme, mais les droits de l'homme sont tracés dans la nature même, c'est le droit de vivre, de se nourrir, de se vêtir, de s'abriter, et d'avoir sa famille, c'est le droit à la protection sociale, comme membre de la société, c'est le droit de participer à tous les avantages sociaux dans les limites de ses capacités.

Je dois déclarer d'abord que ce que j'ai écrit précédemment, en doute de l'excellence des opinions de M. de Lamartine, je l'ai fait en conscience alors, comme je le ferai encore aujourd'hui, par ce motif qu'approuvera M. de Lamartine lui-même, que ce n'est souvent que du choc des idées que naissent les lumières, c'est-à-dire ce qui est le plus près du bon. M. de Lamartine a pris un immense fardeau en se mettant à la tête d'une révolution si nouvelle et si subite; il faut lui en savoir d'autant plus de gré qu'il est le mieux placé pour réunir toutes les opinions. Il appartient, par ses anciennes sympathies, aux opinions arriérées; par sa conversion, au progrès; et par son présent, à la révolution et aux radicaux. Il faut donc aujourd'hui qu'il appartienne aussi au bonheur de toutes les classes, comme il appartient à la science et aux belles-lettres, et qu'en même temps qu'il veut comprimer les débordements il sache élargir le lit des nobles sentiments.

Avant d'entrer dans le détail des matériaux nécessaires à l'organisation sociale, tâchons de bien nous fixer sur la valeur de l'existence.

Les uns disent que la vie n'est que misère et larmes, un passage d'épines pour arriver à l'éternité, séjour des bienheureux; que ces bienheureux sont rares et exceptionnels; enfin que le lieu de bonheur n'est point sur la terre: triste perspective pour les habitants de cette terre, tant crédules qu'incrédules.

D'autres veulent que tout soit réuni sur cette terre, bonheur, malheur, fortune et misère. Ceux qui ont reconnu la vérité de cette assertion et ont su reconnaître le chemin étroit du bonheur ont assez d'ouvrage à s'y maintenir, et ne se soucient guère d'y appeler leurs frères; ceux qui, au contraire, se sont éloignés de ce chemin étroit et se sont enfoncés dans le bourbier cherchent à en entraîner le plus qu'ils peuvent avec eux, afin de trouver parmi ceux qu'ils entraînent quelque planche de salut où ils puissent seulement prolonger leur agonie.

La vie peut se partager naturellement en quatre époques: l'enfance avec l'adolescence, l'âge viril, l'âge mûr et la vieillesse.

L'adolescence est l'ignorance des hommes et des choses, l'apprentissage des besoins de la vie: c'est la plante et la fleur qui poussent naturellement sans le sentiment de ce qu'elles deviendront; l'âge viril, de vingt à quarante ans, est le sentiment du besoin d'être quelque chose, la force d'action et le temps de l'expérience, l'enfer des angoisses; l'âge mûr, de quarante à soixante, est le sentiment du repos, le sentiment de l'abus, le profit de l'expérience acquise, le besoin de se rendre influent et respectable, le paradis de la vie; la vieillesse est le déclin, en quelque sorte l'oubli du passé, l'une des deux extrémités de la vie, entre lesquelles on peut faire quelque rapprochement d'analogie, en même temps que les similitudes marchent en sens opposé en s'éloignant de plus en plus: c'est un temps où la nullité devient de plus en plus sensible jusqu'à l'extinction complète.

Il serait donc de l'intérêt général que la jeunesse aimât à marcher sous les ailes de la virilité, comme la virilité devrait aimer à se faire guider par la maturité; or il faudrait, pour arriver à ce résultat nécessaire au bonheur général, que la maturité fût sincère et exempte d'égoïsme; c'est ce qui jusqu'alors ne s'était pas encore produit, c'est ce qui nous empêchera encore d'atteindre le but tant cherché.

Que faudrait-il donc pour atteindre ce but? Il faudrait, selon moi, que l'âge de quarante ans soit un terme que chacun fût



désireux d'atteindre comme étant un seuil majestueux à franchir, une demeure à l'abri de la tempête et du naufrage, un âge de respect et d'autorité. Tant que tous les âges seront mêlés, que le jeune aura l'autorité, le droit et la préséance sur l'homme âgé, les rôles se trouvant déplacés et confondus, aucun ordre ne sera stable.

La difficulté est donc de donner à l'âge le talent en même temps que l'expérience, afin que le respect et l'autorité lui soient conservés dans un but utile et d'intérêt général.

C'est donc vers ce résultat que tous mes efforts vont se concentrer; je crois donc ne devoir rencontrer comme obstacle ni la maturité à qui je donne d'avance les droits qui lui ont toujours été chers et qu'elle doit voir confirmer avec plaisir, ni la jeunesse qui doit lui succéder et qui trouvera sans doute avec plaisir l'héritage en pleine jouissance et sans contestation, la virilité ayant été pour elle un passage suffisamment actif; car tous les travaux actifs auront été son lot attributif.

Or on ne peut pas vouloir que l'enfant ne soit pas sous la tutelle de son père; on ne peut pas vouloir non plus raisonnablement que, tant que la force de la nature va en croissant chez l'homme, ce ne soit pas l'âge qui ait la prépondérance; donc l'organisation sociale doit être basée sur le principe de l'expérience, car il est de règle générale que l'âge et l'intelligence doivent marcher de compagnie. De même qu'il n'est pas soutenable, en thèse générale, qu'un jeune enfant puisse dans la vie de famille avoir plus d'intelligence que son père; de même, dans l'ordre social, il ne peut être soutenable, toujours en thèse générale, que l'époque de la virilité soit plus expérimentée que l'époque de la maturité. Ces bases étant établies et mises en pratique par un usage constant et une application soutenue et raisonnée, la société marchera naturellement et d'un pas assuré vers les améliorations nombreuses. Lorsque les années amèneront de nouvelles découvertes ou de nouveaux progrès, les époques héréditaires l'une de l'autre s'en empareront et en feront leur profit; autrement la jeunesse, par ses passions, tendant à tout corrompre et en ayant le pouvoir par le passe-droit qu'on lui accorde sur l'âge, n'arrive plus à temps quand elle veut tardivement réparer ses erreurs; les convulsions, les réactions, les révolutions en sont les conséquences.

Après avoir constitué la société sur les bases de l'âge, nous chercherons les moyens d'anéantir l'égoïsme de la maturité, en ne donnant les droits politiques qu'à la maturité, qui renoncera aux spéculations mercantiles.

#### GOUVERNEMENT.

Deux Chambres et un président me paraissent nécessaires dans tout gouvernement, le président représentant l'unité gouvernementale. Le peuple, organisé par professions, nommerait un délégué par dix personnes, lesquels délégués nommeraient un député d'au moins trente à quarante ans, d'une instruction suffisante, par profession, dans toute l'étendue de la France; ces députés formeraient une Chambre, laquelle Chambre constituerait elle-même la Chambre des Anciens, de quarante à soixante ans, laquelle ratifierait ou rejeterait les décisions de la Chambre mineure; les décisions ratifiées par la Chambre majeure seraient exécutoires par le président, dans les vingt-quatre heures. En cas de motifs à non exécution, il en serait référé à la Chambre majeure, qui déciderait de la validité ou de l'invalidité des motifs. En cas de décision d'invalidité, le président devra passer outre à l'exécution; en cas de validité, la même proposition pourra être renouvelée à la session suivante, si l'une des deux Chambres le juge nécessaire.

Une Chambre de prétendants à la présidence sera formée à la nomination de la Chambre majeure. Aucun président ne pourra être nommé qu'il n'ait au moins soixante ans accomplis, et pour dix ans au plus seulement. Toute personne ayant l'instruction et les capacités convenables, pourra se présenter comme prétendant; la Chambre majeure en décidera: la Chambre des prétendants serait seulement une autorité consultative formée des premières capacités et d'hommes exemplaires pour la probité et les vertus.

#### RETRAITE.

Tout individu des deux sexes, en France, étranger ou non, à partir de dix ans, est sujet à une retenue de 20 centimes par jour, dont 10 centimes pour une retraite de 400 francs au bout de trente ans, 5 centimes par jour pour maladie et 5 centimes pour administration.

Les journées d'ouvriers ne descendront jamais au-dessous de 2 francs, et ne seront jamais de plus de dix heures de travail. Les enfants au-dessous de dix-huit ans ne feront que cinq heures; deux enfants se relaieront. Il sera fait des exceptions dans les cas que les autorités jugeront possibles, en raison de la force des enfants.

Toute personne aujourd'hui au-dessus de dix ans pourra se récupérer en versant davantage pour avoir sa pension à quarante ans.

Les personnes ayant aujourd'hui quarante ans travailleront jusqu'à soixante; celles ayant soixante ans, travailleront jusqu'à soixante-dix ans.

Celles de soixante-dix ans et celles qui auront des infirmités graves attendront que la charité complète pour eux la moitié de la somme qu'ils devraient verser.

Les personnes ayant 800 fr. de revenu abandonneront les trois quarts de leur pension à la masse; celles ayant 400 fr. abandonneront deux quarts; et celles ayant 200, le quart; celles ayant 1200 fr., le tout. Qui que ce soit ne pourra laisser une retenue plus forte.

Les employés seront retenus au dixième; ce qui dépassera la retenue fixe entrera dans la caisse du gouvernement.

Les ouvriers qui gagneront de fortes journées seront retenus au dixième, de même que les employés.

Les établissements qui occuperont plusieurs personnes paieront double, pour tous impôts. Ainsi, un chef de maison ayant femme, enfants, domestiques, employés et ouvriers, paiera pour lui, sa femme, son enfant, âgé de dix ans, 60 centimes; pour ses domestiques, ses employés, ses ouvriers, la retenue de chacun pour eux personnellement, et autant pour son exploitation.

La retenue pour les femmes ne dépassera jamais 20 centimes.

Un rentier ou propriétaire paiera le dixième de son revenu.

#### AUTRE MÉTHODE PLUS GÉNÉRALE :

Perception au dixième sur les gains.

Pension de 400 fr. au bout de trente ans.

Commerçants et négociants, perception au dixième sur les loyers.

Dans les cas difficiles, estimation de concert avec le tribunaire, ou d'office, sauf réclamation.

A quarante ans, on ne travaillera plus que dans les cas urgents, aussi bien dans le commerce que dans les travaux manuels; les emplois publics seront plus particulièrement affectés à l'âge mûr, et par concours.

#### INSTRUCTION.

Les enfants entreront à l'école à cinq ans jusqu'à dix; à dix ans ils concourront, et les premiers en concours sur un nombre déterminé continueront leurs études gratis; les autres continueront en payant si les parents le peuvent, autrement ils travailleront.

On a prétendu que de faire travailler des enfants à dix ans était une mesure déraisonnable; le travail à cet âge est un exercice gymnastique, et ne peut nuire à la santé de l'enfant, la preuve en existe chaque jour sous nos yeux parmi les petits ramoneurs et autres enfants des classes ouvrières qui se portent beaucoup mieux corporellement que les enfants des riches, dix exemples contre un viendront à l'appui de mes assertions.

Mais une seconde méthode qui respirerait plus d'égalité pourrait être employée.

Que les enfants des riches soient assujettis comme ceux des pauvres aux mêmes exercices, que de dix à quinze ans tout enfant reste gratuitement jusqu'à midi à l'école, et que la soirée soit employée à un travail manuel d'apprentissage, qu'à quinze ans les enfants soient entièrement à la disposition de la fortune des père et mère.

Tous les ans il y aura des concours pour des emplois ou des avantages quelconques, où chacun pourra concourir indistinctement.

Dans tout concours supérieur, celui qui se croira capable de concourir pourra se présenter.

Tout individu ayant fini ses études de jeune âge devra débiter dans la société par faire au moins deux années d'apprentissage en travaux manuels; les commerçants même au-dessus de dix-huit ans devront faire preuve de ces deux années. Cette mesure prise dans un but d'intérêt social et moral.

Dès que chacun sera ouvrier, personne n'aura honte de travailler; chacun sera sûr de ne plus végéter sans espoir, et chacun, comme Napoléon le disait, portera son bâton de maréchal dans son sac, ou son mérite et sa récompense dans sa tête et au bout de ses doigts.

L'ambition tue aujourd'hui beaucoup d'honnêtes gens jaloux de la prospérité de certains de leurs semblables; cette ambition sera modérée par les limites imposées aux plus élevés, au moyen de l'âge et des emplois incompatibles avec la soif mercantile.

L'effet de ces dispositions sera :

De diminuer le nombre des ouvriers, puisqu'à quarante ans le travail ne sera plus une nécessité, chacun étant assuré de son existence par une rente de 400 fr. ;

De diminuer la concurrence dans les établissements commerciaux, attendu que, le travail de l'ouvrier étant assuré et plus lucratif, on ne sera pas tenté de le quitter pour se hasarder dans un commerce incertain et peu productif;

Que les grands établissements, devenant plus rares et plus difficiles à conduire, seront sans doute, par défaut de concurrence exorbitante, plus solides, et ne nous présenteront point à chaque moment des faillites scandaleuses; le terme de quarante ans étant une limite générale et naturelle pour les spéculations, on s'arrêtera devant le petit nombre d'années à travailler;

Que l'âge de quarante à soixante ans fournira à l'administration des affaires publiques une grande quantité de sujets propres aux emplois subalternes à des appointements minimes, qui seront, il est vrai, multipliés en raison de la nécessité, ainsi qu'il résultera de l'organisation générale de tous les services, restée encore jusqu'à présent dans un état anarchique, ou incomplète.

Ces premières bases jetées rapidement peuvent être sujettes à des perfectionnements; elles ont seulement pour but d'assurer les intérêts de chacun en laissant à l'ouvrier une garantie pour sa participation opportune aux intérêts généraux, aux classes riches et commerçantes, et à l'âge une sécurité rassurante.

Examinons un peu ce qui s'est fait depuis le renversement de la royauté.

M. de Lamartine, qui prévoyait et ambitionnait d'être le

guide du mouvement, a parfaitement réussi : je l'en félicite sincèrement; tout pouvoir est sujet à s'aveugler sur ses moyens, et M. de Lamartine, par ses idées poétiques qui le suivent jusqu'à la tête de la République, pourrait bien s'en ressentir. Une espèce d'anarchie dans les idées de principes d'organisation est déjà le résultat des premiers pas : les classes commerçantes sont inquiètes, aussi bien que les grosses fortunes, sur la direction des idées des masses. M. de Lamartine, qui a dû prévoir les événements, aurait dû donner à l'ouvrier, sans le déranger de ses occupations, ce qu'il devait bien savoir devoir lui convenir, une augmentation de salaire avec les limites de dix heures de travail; fixer un délai de dix ou quinze jours. Tout le monde se fût préparé et tout le monde eût été content sans interruption de travail dans les ateliers. Le gouvernement et la nation entière auraient dû se porter garants de l'engagement d'assurer du travail à l'ouvrier sans occupation, en attendant les mesures ultérieures à l'égard de l'âge et de la retraite.

On a parlé d'ateliers nationaux industriels; ils sont impossibles par des raisons d'économie politique. Que des travaux d'utilité publique soient constamment tenus à la disposition des ouvriers sans ouvrage, bien; mais un gouvernement dans l'intérêt général ne doit jamais être commerçant; il ne doit être qu'administrateur et surveillant. Il semble que M. de Lamartine, par ses actes, soit porté à encourager les idées communistes; et comme, par sa position, il est impossible que M. de Lamartine ait des idées arrêtées de communisme, il y aurait lieu de croire que, par ses anciennes sympathies, il tendrait à nous enfoncer dans un labyrinthe d'idées anarchiques d'où nous ne pourrions sortir qu'en rentrant dans les idées monarchiques. Il est vrai que M. de Lamartine s'est entouré d'hommes populaires; mais ces hommes ne connaissent point les difficultés du contraste des intérêts; ils avaient établi des théories qu'ils n'avaient point encore appliquées par eux-mêmes. On s'aperçoit déjà qu'ils sentent l'embarras de leur position; l'ancienne opposition, dans laquelle se trouvent des hommes d'élite se tient à part, et M. de Lamartine, comme tant d'autres, ne veut pas rendre le gouvernement ni les classes riches solidaires d'engagement précis sur l'existence fixe des classes ouvrières. C'est un tort dans l'intérêt général; c'est le seul moyen pourtant de stabilité, c'est le seul moyen de fixer les intérêts généraux et de laisser entrevoir à chacun le but d'une république raisonnable.

Gloire à M. de Lamartine, s'il a le premier pris l'initiative de mettre à l'épreuve une république pacifique, mais encore une fois, il a dû calculer d'avance les entraves qu'il rencontrerait dans une marche incertaine; les ambitions sont bien plus mouvantes dans une fourmilière naissante que dans tout autre gouvernement, il aurait fallu que, comme Napoléon, il tranchât et établit en quelques lignes un piédestal solide, qu'il dégrossît d'abord la statue et qu'il la ciselât ensuite à son aise.

La première forme à donner immédiatement à la république, c'était de fixer tous les intérêts en quelques coups de ciseau, de dire aux ouvriers, Vous êtes la tête de la statue; commerçants, vous êtes le buste; riches, vous êtes les bras et les jambes, ou enfin, ce que l'un ne voudra pas être, l'autre le sera. Au lieu de cette première ébauche, vous commencez par ciseler les pieds, ou vous commencez par employer tout votre talent à figurer finement une légère partie en faisant languir le spectateur qui ne distingue rien d'intéressant dans votre début et s'en va comme il est venu, sans avoir la moindre idée de votre chef-d'œuvre.

Il me semble donc que l'ouvrier serait satisfait, aussi bien que tous les petits commerçants, s'ils étaient assurés d'avoir une rente de 400 fr. à quarante ans, la femme de 300 fr.; qu'à cet âge, le plus beau de la vie, chacun s'adonnerait aux arts, aux sciences, aux emplois publics, et que les services d'ordre administratif pourraient être multipliés avec avantage et utilité générale pour les grands comme pour les petits.

#### NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'URGENCE ET L'OPPORTUNITÉ D'UNE RETRAITE À QUARANTE ANS.

La perception du dixième des gains (car gains et revenus sont parfaitement analogues, si les expressions ne sont pas entièrement synonymes), donnera au gouvernement une recette infiniment supérieure aux impôts actuels et seront d'une rétribution parfaitement juste, car celui qui aura les privilèges gradués de la fortune aura en même temps les charges proportionnelles.

Je diviserai approximativement les divers degrés d'aisance, ainsi qu'il suit :

2 mille rentiers	à 100,000 fr. et au-dessus.
5 mille id.	à 50,000 id.
20 mille id.	à 20,000 id.
100 mille id.	à 10,000 id.
10 millions ouvriers	à 5 id.
20 millions id.	à 2 fr. 50 et au-dessus ou au-dessous.

Les 2 mille à 100,000 fr. donneront au dixième une recette d'au moins.....	20,000,000
Les 5 mille à 50,000 fr.....	25,000,000
Les 20 mille à 20,000 fr.....	40,000,000
Les 100 mille à 10,000 fr.....	100,000,000
Les 10 millions à 5 fr.....	4,825,000,000
Les 20 millions à 2 fr. 50.....	1,825,000,000
	3,835,000,000

La recette d'une année serait donc au minimum de 3 mil-



liards 835 millions de francs; vous avez cette recette à faire pendant 30 ans avant d'arriver à la pension, il est donc évident que dans 30 ans, avec une recette de 115 milliards, un gouvernement peut bien garantir 6 millions de pensions à 400 fr., ce qui ferait seulement 2 milliards 400 millions par année, au plus haut; or, l'année seule est de 3 milliards 835 millions, vous auriez donc encore un budget annuel net de 1 milliard 235 millions au plus bas, sans compter la réserve de plus de 100 milliards, les rentiers intermédiaires d'ici à 30 ans satisfaits.

Je ne crois pas cet aperçu très-erroné et je le crois capable de faire réfléchir des hommes d'état sérieux.

Avec une finance pareille, il faudrait au moins une bonne loi de responsabilité pour le ministre des finances qui serait garant sur ses biens et sur la plus forte loi pénale de toute dilapidation et malversation; un contrôle sévère et à la nomination du peuple serait renouvelé, et tout contrôleur serait responsable, sous les mêmes peines, de toute connivence découverte entre lui et le ministre par un contrôleur subséquent; d'ailleurs, cette réserve pourrait être placée en acquisitions d'immeubles qui seraient revendus lors des besoins.

Maintenant que j'ai établi une recette suffisante pour garantir les pensionnés, examinons comment ces recettes pourraient être perçues en détail et basées avec une justice non équivoque.

Les rentiers n'offrent guère de difficultés, la perception étant basée sur leurs rentes qu'il est possible de connaître.

Les ouvriers chez leurs patrons ne peuvent point dissimuler leurs gains.

Il n'y a donc que les commerçants, les fabricants et tous les établissements dont les gains ne sont point réguliers ni susceptibles d'être connus journellement.

On pourrait dans les grands établissements connaître le capital, tirer la rente à 5 p. 0/0 de ce capital et prélever le dixième de cette rente.

Chez les petits commerçants, on estimerait leur commerce à une journée d'ouvrier plus ou moins élevée, et on percevrait raison de cette journée.

Les médecins et autres professions seraient taxés d'après le même mode.

Les employés seraient taxés comme rentiers.

Quiconque travaille chez soi est censé établi et ne pourra jamais estimer sa journée au-dessous de 4 fr. Aucun commerce, si mince qu'il soit, ne pourrait jamais être taxé au-dessous de cette taxe. Tous ceux qui auraient à se plaindre seraient à même de travailler chez autrui, car alors ils ne seraient taxés que selon leur journée.

Les femmes, quelle que soit leur position, ne seront jamais taxées qu'à 20 centimes, même celles qui ne feront rien, car alors c'est que ce défaut d'occupation convient au mari ou à la personne de qui dépend la femme.

Maintenant cherchons au fond de la société quel est son mobile; nous y reconnaitrons sans doute chacun l'intérêt, et je crois que dans toutes les opinions l'intérêt est le mobile plus ou moins actif de la conduite de chacun, si quelques-uns ont pu avoir l'idée d'une communauté sociale, c'est qu'on a reconnu que des intérêts monstrueux s'accumulaient sans cesse d'un côté, sans pitié pour d'autres intérêts moins avides et moins habiles.

Pourquoi le parti légitimiste a-t-il tenu si fort à l'ancienne dynastie. Parce qu'il était convaincu que cette dynastie seule sortant de la même souche pouvait seule lui assurer la jouissance de ses anciens privilèges et dignités.

Pourquoi la bourgeoisie tenait-elle à une monarchie quelconque? Parce qu'elle croyait qu'une monarchie seule pouvait la garantir contre la concurrence des masses.

Ainsi l'ancienne société avait besoin de la légitimité contre la bourgeoisie, comme la bourgeoisie avait besoin de la monarchie contre les masses.

Maintenant que les barrières sont rompues et qu'il n'est plus possible ou qu'il serait dangereux de les rétablir, il faut se mettre en garde contre la guerre civile, par un partage libéral des intérêts ou des avantages sociaux.

Que peut-il arriver dans les prochaines assemblées nationales et même qu'arrivera-t-il? C'est que la grande majorité des députés seront de la classe bourgeoise; la bourgeoisie élira en raison de sa majorité, un président bourgeois, qui sera de son choix et non du choix des basses classes. Il serait donc, en ce cas, urgent de présenter au peuple une liste de candidats à la présidence pour qu'il y désignât celui de son choix ratifié ensuite par la chambre, afin d'éviter ce qui est arrivé à Louis-Philippe et aux députés d'alors, en leur disant qu'ils ne représentaient point le pays, comme on dirait à notre président vous êtes le président des députés et non celui de la nation. Comme corps constituant il serait peut-être mieux que les députés fussent les délégués de chaque profession, ils seraient mieux appréciés par leurs commettants et seraient la représentation la plus fidèle des besoins de tous, en même temps qu'une haute chambre par son expérience ajouterait à l'autorité d'un premier débat.

On me dira que le pouvoir constituant une fois constitué lui-même, décidera du reste, c'est justement en raison de son pouvoir extraordinaire qu'il serait important de le rapprocher le plus près possible du centre commun et non de le porter aux extrémités.

Les autorités provisoires semblent user d'un grand dévouement, je ne doute point que le nom de république française sera conservé au gouvernement qui sortira des assemblées nationales, je désire même que les membres du gouvernement provi-

soient fassent partie du gouvernement définitif, le manifeste de M. de Lamartine aux ambassadeurs étrangers est trop affirmatif pour douter de sa sincérité, le rapport de M. Garnier-Pagès, comme ministre des finances, paraît trop naïf et trop sincère pour cacher de l'ambiguïté et ne pas donner de confiance; le discours de M. Louis Blanc, trop sensé pour ne pas inspirer confiance dans son impartialité. Malgré tous les signes d'accord et d'union, si chacun n'a pas sa place dans l'avenir, si des garanties solides ne sont pas le partage du labeur, si l'instruction n'est pas forcée, si l'éducation et le positif ne se tiennent point de près, si le mystique veut toujours être une puissance abusive et ténébreuse, les peuples seront toujours des enfants insubordonnés et susceptibles, toujours à la veille d'une révolte fondée en raison comme en droit.

Examinons un peu la composition et les éléments des richesses.

Tous les produits industriels, tous les produits territoriaux, toutes les créations intelligentes et intellectuelles de la France appartiennent sans contestation à la France, chacun y a un droit suivant ses besoins, son intelligence, sa position; en reconnaissant des inégalités dans les aptitudes, dans les capacités, on est néanmoins forcé de convenir que les besoins matériels, les besoins physiques sont les mêmes, chacun a besoin et a le droit de se nourrir, de vivre, de se vêtir, de s'abriter et d'avoir une famille. J'admets que l'intelligence doit être récompensée par elle-même, et que si l'on ne voulait pas admettre des profits en raison de ses efforts et de son intelligence, une société nombreuse et organisée en nation ne serait plus possible, il faudrait retomber dans la société de famille, dans l'ilotisme, dans les hordes, dans les peuplades, et par suite dans les guerres de voisinage, de famille à famille, etc. Pour éviter ces conséquences, il est nécessaire de reconnaître que les richesses ne doivent se former que du superflu du nécessaire, et que les riches sont les dépositaires et les dispensateurs dans les cas de nécessité; ainsi, dans les crises commerciales, dans les famines, le gouvernement doit aviser aux moyens de procurer du travail à ceux qui en manquent, du pain à ceux qui n'en ont point; c'est dans ces cas particuliers un devoir pour le gouvernement d'imposer les riches proportionnellement pour subvenir aux cas pressants, c'est pourquoi je dis que le gouvernement doit se porter garant envers tous des besoins nécessaires à condition de travail, et les pensions de retraite être rangées au nombre des besoins garantis, que les pensions de retraites, résultat des retenues qui les ont produites, ne peuvent pas être abandonnées à des associations mutuelles ou non, spéculatrices ou de bienfaisance, les économies de cette nature doivent être du ressort d'un gouvernement républicain ou paternel et non un objet de spéculation commerciale; d'ailleurs, les pensions des employés du gouvernement sont sous la garantie du gouvernement, pourquoi les pensions civiles ne le seraient-elles pas, quand M. Garnier-Pagès dans son rapport financier dit, qu'il serait juste que les déposants à la caisse d'épargne subissent les conséquences de la baisse des rentes et du changement de gouvernement, il a tort et très-grand tort, puisqu'il leur procure au contraire un placement plus avantageux, je l'en félicite.

M. de Lamartine, en prenant possession de la première magistrature du gouvernement provisoire, aurait dû rendre immédiatement un décret qui assurât aux ouvriers dans un délai déterminé une augmentation fixe de salaire et les journées de dix heures, décret qui aurait remédié à tout le désordre actuel, en donnant à la fabrication le temps de se préparer à un changement si important; de plus, immédiatement un autre décret pour imposer les riches à un dixième de leurs revenus payable par sixième avec défense à quiconque de quitter la France sous peine de séquestration; ces deux décrets après un moment de stupeur auraient raffermi immédiatement le crédit et rassuré la confiance ébranlée, que ne peuvent rétablir des mesures timides et décousues ou partielles.

Ces décrets sont encore en partie exécutoires.

L'ouvrier n'aurait pas perdu un temps précieux, et le gouvernement n'aurait pas été obéré comme il l'est et comme il le sera encore trop longtemps.

Le gouvernement provisoire paraît embarrassé sur les moyens d'occuper les bras dans un moment où il y en a tant à ne savoir que faire.

Il devrait d'abord engager tous les taillandiers, tous les forgerons à apporter devant une commission tous les outils dont elle déclarerait avoir besoin et dont les fabricants pourraient voir les modèles et les prix ainsi que les quantités; en munir chacun au fur et à mesure, les diriger sur la zone des hauteurs de Montmartre, de Belleville et de Montmartre, après avoir dressé un plan et cadastre de tous ces terrains; tracer et jalonner des projets de rues, inviter les propriétaires de chaque terrain à planter des avenues d'arbres fruitiers ou autres pour figurer les rues; ces plantations profiteraient à tous et donneraient aux propriétaires les facilités de construire dans un alignement futurément utile et légal. Aux environs de Paris il y a encore des terrains incultes, rocailleux et remplis de grès, on pourrait les faire exploiter utilement et rendre à la culture une certaine étendue de terrain; enfin, Paris est rempli et entouré d'inégalités à aplanir et à régulariser, pour les rendre praticables, soit pour la culture, soit pour les communications. Il y a encore dans Paris une grande quantité de terrains enclos dont les propriétaires ne font rien en attendant la vente; on pourrait les cultiver en productions annuelles pour profiter à celui qui prendrait la culture. Sont-ce les finances qui manquent, qu'un appel régulier se fasse partout, en même temps que les bras s'occuperont, les affaires et la confiance se réta-

bliront; que les bourgeois, selon leurs loisirs, viennent gratuitement se mettre à la tête des travailleurs et tout marchera. En 1813, lorsque les canons ennemis menaçaient la France et que les bras étaient plus rares qu'aujourd'hui, tout se portait sur les buttes pour préparer la défense, et aujourd'hui, avec des ressources immenses, on les laisse passer à l'émigration. Oh, citoyens! relevons le courage et la fermeté de ceux qui en ont besoin; au lieu que la sentinelle civique crie le soir, *au large, citoyen!* qu'elle crie, point de tiédeur dans les autorités, en même temps que point de tyrannie! Il y a en France des ressources immenses, il ne faut pas les laisser s'épuiser dans l'atonie et les contre-dispositions, il ne faut point que la cohue soit la règle; qu'a fait Napoléon lorsqu'il a pris la direction des affaires, il a nommé des commissions d'hommes pertinents dans chaque branche, dans chaque profession, il leur a dit: Faites-moi un rapport consciencieux, et laissez chacun à ses occupations, il faut que tout le monde vive. Il ne faut pas, dans la crainte d'imiter le dictatorial, laisser le chaos se former par le mélange de toutes les idées; il serait pourtant convenable de dire à l'un: Vous êtes musicien, soyez musicien et non maçon; soyez maçon, si vous voulez l'être, mais quittez la contrebasse. Boileau n'a pas encore perdu son autorité, c'est pourquoi une chambre, produit des professions, contrôlée par une chambre formée de capacités supérieures produit de l'âge et de l'expérience, avec un président désigné parmi plusieurs candidats, reconnu par les assemblées nationales, eût présenté plus de sécurité que le jeu de l'intrigue et des influences qui vont remplir leurs rôles au milieu d'une foule où les moyens appréciatifs ne lui seront sans doute pas suffisamment donnés.

Lorsque tous les citoyens seront admis chaque jour moyennant concours, aux emplois les plus médiocres comme les plus élevés, et avec des écoles gratuites et forcées, il est presumable que chacun de ceux qui aujourd'hui ne savent ni lire ni écrire, s'empresseront de se donner ce qui leur manque pour approcher des concours les plus faciles et à la portée des moins capables. Les emplois particuliers pourraient être aussi soumis à des concours, car il n'en résultera pour les deux parties que sécurité et avantage: il est toujours entendu qu'on ne pourra entrer dans le monde, viril qu'après un apprentissage sérieux d'un métier où les bras seront le principal mobile, car il faut qu'un employé inhabile, en cas de renvoi, puisse retrouver un moyen d'existence.

#### ABOLITION DE LA PEINE DE MORT.

Malgré tous les soins et toutes les précautions oratoires, il est impossible à l'homme réfléchi de ne pas apercevoir quelques arrêts dans la marche des idées républicaines: pourquoi donc avoir aboli la peine de mort pour crimes politiques et ne l'avoir point abolie en général, si ce n'est qu'en cette matière les criminels sont quelquefois bien haut placés. Depuis longtemps on a adouci graduellement tous les genres de supplice et l'humanité n'en a pas souffert; l'abolition de la peine de la mort éloignerait bien des vengeances, l'appréhension de la déportation et d'une vie dans des déserts glacials ou brûlants, l'habitation même de contrées inhabitées ou sauvages, convertiraient bien plus de criminels que nos bagnes, la mort est sitôt oubliée et laisse si peu de traces que le repentir produit de bien petits résultats. La vie commune des malfaiteurs les rend incapables de se faire une existence nouvelle. Au loin, ils pourront civiliser de nouveaux peuples et rendre leur triste position profitable à eux et à l'humanité. On pourrait leur promettre une amélioration dans leur sort en cas de bonne conduite et de repentir, l'innocence aurait l'espoir d'être réhabilitée.

Lorsque les amphithéâtres perdraient quelques sujets vifs destinés à la dissection ou à l'anatomie, la science en serait-elle plus pauvre? ne resterait-il pas les accidents naturels? Telles sont pourtant les raisons que quelques esprits osent donner; les prisons et les tribunaux réclameraient peut-être un peu aussi sur la diminution des crimes; enfin, que deviendraient les avocats, les juges, s'il n'y avait plus de chicanes, plus de procès? Que deviendrait la police, si chacun était raisonnable? Que deviendraient les marchands de vins, si l'on ne buvait plus? Donc, par toutes ces raisons, il faut renoncer à perfectionner la nature humaine.

Bien plus: assurer du travail à tous, assurer une pension à chacun à quarante ans, c'est abolir la misère, c'est abolir la mendicité. Où les familles riches prendraient-elles des domestiques? Personne ne voudrait plus servir; donc il ne faut pas abolir la misère: la misère est nécessaire pour que les petits servent les grands. Erreur, erreur...

Pourquoi prévoir de si loin? Pourquoi régler le cours d'une rivière? Laissons-la ravager ses rives; si elle détruit, elle fécondera aussi: donc laissons la nature faire à son caprice. La terre ne sera bientôt plus que déserts et désastres: c'est égal, il s'en trouvera qui profiteront de tous ces désastres; donc il ne faut rien prévoir, rien prévenir, rien améliorer.

Il arrivera peut-être un jour où les nations aujourd'hui les moins avancées en industrie, pourront se passer de l'industrie étrangère; nous devons donc insensiblement réfléchir à cette possibilité, et nous trouver toujours prêts, dans les cas de crise imprévue, à nous suffire à nous-mêmes. Il n'y a que les grandes fortunes, les ressources du gouvernement et les économies bien organisées qui puissent parer à ces crises; nous avons mille exemples de gouvernements imprévoyants tombés par ce seul motif.

#### ORGANISATION LOCALE.

J'établirais, à l'égard des grandes villes, dans chaque rue, un registre matricule où serait inscrit chaque habitant, avec les



annotations qui lui seraient propres; tout individu ne pourrait venir habiter une rue sans se faire inscrire au registre de cette rue, et, en y déclarant son dernier domicile: chacun serait porteur d'un livret-passe-port indiquant soigneusement les retenues pensionnaires; de cette manière, personne ne pourrait se cacher et laisser ignorer ses vices.

Un gardien pour la rue se renouvellerait chaque jour par un des habitants de la rue. Certains personnages veulent à toute fin nous conduire à l'oligarchie anglaise. Prenez-y garde, francs républicains; ce ne sont pas vos amis qui demandent les coutumes anglaises. Soyons tous à tour de rôle nos administrateurs, nos surveillants; plus de police taxée ni provocatrice: la police de famille, voici la meilleure. Lorsque nous y serons habitués, elle sera douce et convenable, et nous ne ferons pas le mal en l'absence de mouchards soldés et par métier. Le vol, la mendicité, les jeux de hasard, le vagabondage, sont défendus et contraires aux lois sociales reconnues par nous.

Un édile serait également établi dans chaque rue, à l'effet de visiter tant intérieurement qu'extérieurement les dispositions constructives, afin d'aviser à des distributions généralement plus commodes, plus saines, et ferait ses rapports toutefois qu'il le jugerait convenable.

Une autorité morale dans chaque rue pourrait visiter chaque ménage, y donner ses avis, recueillir les plaintes et aviser.

Les villages seraient organisés d'après la même méthode.

Toute cette administration emploierait du monde qui se trouverait facilement dans les hommes pensionnés de quarante ans.

C'est pourquoi je trouve que M. le ministre des finances, en réduisant le montant des appointements, à raison, mais non en réduisant le nombre des employés, qui peut effectivement être trop grand dans certaines administrations; mais qui est encore bien minime à côté des besoins organisateurs généraux.

Il serait nécessaire de fixer l'étendue de terrain propre à bâtir, afin que l'air circulât toujours partout, et que l'on ne rencontrât pas de ces constructions où jamais le soleil ne pénètre, ni même la lumière.

#### CONTRAVENTIONS DE POLICE DE SALUBRITÉ.

Les rues ainsi organisées seraient faciles à tenir dans un état de propreté permanente.

Chaque contravention serait punie d'une amende de 10 centimes, payable immédiatement.

L'autorité commise au registre matricule recevrait l'amende, l'inscrirait et la mentionnerait au nom de l'individu.

Les récidives seraient de 20 centimes.

Et pour des bagatelles on n'aurait point perdre un temps infini devant les tribunaux.

En dénonçant un méfait on n'aurait pas perdre un temps précieux, et la répression immédiate de bien des premières fautes empêcherait les récidives. Aujourd'hui, dans la crainte de perdre son temps en poursuites judiciaires, on laisse le vice, le vol et le crime se perpétuer impunément.

Des latrines inodores établies au bas du pignon commun de deux propriétaires, et dont l'ouverture serait sur le trottoir d'un côté de rue pour les femmes, de l'autre pour les hommes, éviteraient les inconvénients actuels.

L'ivrognerie et les ordures dans les rues seraient punis d'amende, l'ivrogne reconduit immédiatement chez lui.

Une fosse de distance en distance, garnie d'un seau à anse, recevrait les ordures enlevées par des voitures munies d'une poulie à manivelle.

#### TRIBUNAUX.

Les tribunaux seraient gratuits pour les procès et ne seraient en exercice que pour les causes difficiles ou comme d'appel.

Les contraventions seraient du ressort du matriculaire et la plupart des procès seraient d'abord jugés sommairement par le juge de paix du défendeur, sauf appel.

Jamais d'arrestation préventive, seulement on s'assurerait du domicile du délinquant, et s'il se cachait on le jugerait par contumace; lorsqu'il sera découvert, il pourra être mis en arrestation, il ne sera pas facile à un individu de rester longtemps caché à raison de son livret et du registre matricule.

Les riches seront jugés, toujours d'abord par droit, par les mêmes modes que les pauvres, et ne pourront recourir aux tribunaux que lorsque la nécessité en sera déclarée par les autorités conciliatrices.

#### INTRODUCTION AUX CONFESSIONS DU MONTAGNARD.

PUBLIÉE EN SEPTEMBRE 1847, SOUS LE RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE.

Peuple, ne sois plus à genoux, sors de l'enfance, lève-toi, sois sage, sois grand, Dieu t'appelle!

L'ignorance te tient perpétuellement à genoux. L'ignorance est l'enfance des sociétés. L'instruction est l'attribut de la croissance des peuples et de leur maturité. La civilisation, comme la nature, doit être éternelle. La société ne vieillit que parce qu'elle est mal constituée. L'homme meurt, mais les peuples ne meurent point. Donc ce qui tient à l'homme en particulier meurt comme lui; ce qui tient aux peuples doit passer aux générations, et ne doit point s'éteindre. Si la décadence arrive, c'est que la société, comme un fruit atteint d'un ver secret, doit finir comme ce fruit. Tant que la société sera saine, elle sera éternelle comme la terre qui la porte. Fuis l'exemple de

ceux qui, au milieu de toi, dédaignent l'instruction: ce sont des fruits avortons qui, par leur contact, t'entraînent avec eux. Au contraire, aime et cultive l'instruction en abhorrant les excès, quels qu'ils soient.

Il y a sept ans que j'ai levé l'étendard de la raison; j'ai mis vingt-huit ans à le confectionner. Il a déjà passé les monts et les mers; il a flotté à Londres; Rome en a été surprise; Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg, l'ont déjà compris et s'en effraient; le gouvernement, en France, à qui je l'ai offert par toutes les portes, ne sait comment le porter. Après l'avoir fait flotter dans l'ombre, au milieu de vous, je l'ai offert au grand jour à notre gouvernement, qui en a été surpris, l'a fait voir comme un phénomène à ses confidents, qui tous ont résolu d'attendre pour voir s'il aura les conditions vitales. Il a voulu qu'il pût vivre de lui-même, sans secours étranger: il a vécu, il vivra. Il est né pour l'avantage de tous: c'est à la multitude, qui doit le plus en profiter, à l'accueillir de tous ses encouragements.

Il est né, non pour flatter la multitude en lui prodiguant les passions, mais pour l'éclairer et lui tracer des règles de bonheur et de repos lumineuses.

La multitude ne peut exercer le pouvoir, parce que les imperfections sont toujours le lot de la multitude, comme les talents supérieurs sont l'apanage des raretés. La tête est plus petite que le corps, mais il faut que la tête soit capable et tenue de donner au corps ses nécessités dans les limites de la raison. Il est donc conséquent de loi divine qu'un gouvernement qui doit être la tête de la société donne à cette société tous les éléments de sa santé et de son bonheur. Si, comme la tête de l'homme, elle veut jouir pour elle seule des faveurs des sens, le corps se ressent malgré elle de ses excès, et tout tombe malade, languit et meurt.

L'instruction est donc la voix par laquelle Dieu t'appelle, te dit de cesser d'être à genoux, de croître, de grandir, et d'arriver au bonheur perpétuel par la modération, la sagesse, l'éducation et l'expérience.

L'ignorance avec les privilèges te bercent continuellement de fausses idées de paresse et de somnolence, afin de te tenir incessamment dans un état léthargique qui n'est ni la vie ni la mort. C'est la tête qui abuse le corps; c'est la bouche qui croit que le corps supportera toujours les abus de la bonne chère et de la boisson; c'est la tête qui se trompe, et qui entraîne la perte de l'un et de l'autre par l'abus des jouissances de l'égoïsme; c'est la preuve d'une incapacité capitale.

Un travail pareil à celui que j'ai entrepris n'a jamais trop de temps pour s'élaborer; mais une nouvelle session législative approche, de nouvelles lois restrictives se moulent, des réformes qui n'en sont pas, s'agitent de tous côtés. Il faut que cet étendard s'oppose promptement aux barrières que les privilèges veulent lui imposer; il faut qu'il pose lui-même partout ses premiers foyers, qu'il montre son activité, sa générosité, sa puissance; il faut qu'il montre aux enfants des peuples le chemin de la concorde, de l'union et du bonheur collectif.

Pour cela, il nous faut des institutions qui nous protègent et nous éclairent jusqu'au bas de l'échelle sociale; il nous faut un travail constant et productif; il nous faut des règles d'éducation qui nous dirigent et nous suivent partout; il faut à notre tête des hommes actifs, dévoués, qui comprennent leurs devoirs; il faut que le haut de la société, comme le bas, comprenne que les jouissances ont leurs limites, et que le bonheur des petits ne nuit point au bonheur des grands; que le petit peut manger un morceau de pain faiblement assaisonné avec autant de plaisir que l'opulent dévore un splendide repas au milieu de ses convives blasés; que l'humble demeure peut être tenue avec autant de propreté et de régularité que le palais le plus somptueux; que les lois morales, comme les lois de possession, doivent être observées aussi exemplairement par les grands que par les petits; que toutes ces règles strictes n'excluent aucunement les jouissances en excluant les abus ou les excès. Un vin n'en est que meilleur quand il est bu modérément, et les plaisirs se renouvellent quand on ne les tue pas.

Enfants du peuple, accueillez cet étendard de raison, puisqu'il se présente; encouragez-le. Si vous le laissez s'affaîsser, si vous le laissez déchirer par les mains amies du drapeau des privilèges, vous perdrez une occasion que vous ne retrouverez peut-être jamais. Me demanderez-vous comment vous pouvez l'encourager? Demandez des écoles; demandez une organisation libérale et prévoyante; souscrivez tous à ma publication, dans laquelle je développerai l'organisation la plus étendue, la plus loyale, où riches et pauvres vous aurez votre place, vos droits, votre bonheur, vos règles, vos limites. Le bourreau ne fera plus tomber de têtes; les prisons n'auront plus de verrous; les crimes et les délits n'en seront que plus rares sans rester impunis; le repentir sera possible.

Pour obtenir toutes ces réformes, il nous faut une fermeté, un ensemble, un but fixe, que ne nous donnent pas ces mille et un systèmes irrésolus ou incomplets, ces mille et mille discours où l'enfance du berceau est le désir de la tombe: entre le berceau et la tombe, il y a un espace qu'il faut franchir à tout prix; celui qui ne le veut pas reste dans l'enfance, et meurt sans avoir atteint la maturité; où l'on a l'air de vous pousser aux progrès en vous liant les pieds, les mains et la langue, en fermant les portes de vos écoles, en vous empêchant de discuter sur vos propres sentiments, en vous empêchant de comparer les matériaux moraux entre eux, pour conclure du plus ou moins de fragilité, du plus ou moins de ductilité, du plus ou moins de durée de chacun, ainsi que pour une construction on cherche à s'assurer que telle ou telle matière est susceptible de se consolider à l'air ou de s'y détériorer.

La femme, dont l'éducation est si négligée, est l'accessoire ou le complément de l'homme; elle ne doit être heureuse que

par le bonheur de l'homme. L'homme doit donc savoir se rendre heureux d'abord par lui-même, et ne chercher dans la femme que le complément de son bonheur. C'est ce complément qui achève lui-même le bonheur de la femme. Vouloir donner à la femme un rôle principal, c'est vouloir faire mentir ou vouloir déplacer l'ouvrage de Dieu; c'est vouloir intervertir un ordre qui ne peut être dénaturé; c'est, par conséquent, vouloir le désordre ou le malheur des deux côtés. Nous reviendrons dans le cours de l'ouvrage sur les développements nécessaires à chaque théorie d'organisation.

Armons-nous donc tous irrévocablement de ces armes de fermeté, d'ensemble et de précision sans lesquelles nous ne pourrions déterminer la conviction de la tête sur les besoins du corps.

Chacun sentira sans doute les difficultés de ce travail, et se prêtera, j'en suis persuadé, à l'attention patiente et réfléchie que chaque passage, chaque paragraphe, chaque chapitre devra exiger du lecteur. C'est pourquoi, avant de se prononcer sur une idée naissante, il faudra en continuer le développement, et voir son enchaînement avec le système et les principes généraux.

Je répète ici que les attaques que je serai obligé de diriger contre l'impulsion générale donnée à la société jusqu'à ce jour, n'atteignent aucunement les personnes directement; que je les suppose toutes de bonne foi; que je regarde seulement comme des erreurs, et que je cherche à le prouver, ce qu'elles regardent, elles, comme des nécessités, par conséquent comme des vérités, des conséquences forcées de certaines positions, ou des effets évidents de causes appréciées plus ou moins exactement.

#### GÉNÉRALITÉS.

Voyons quels sont les instincts naturels de chaque portion de la société, quel est leur raisonnement, quels sont les motifs plus ou moins rationnels de leurs actions.

Le haut de la société est persuadé que le désordre comme l'incapacité est inné dans les masses, et qu'il y aurait danger et même impossibilité à y inoculer l'esprit d'ordre, d'économie, le goût de l'étude, enfin toutes les qualités qui rendent l'homme capable des plus hautes pensées administratives.

Si tout en admirant la haute réputation d'un homme comme le citoyen Lamartine, il faut se tenir en garde contre son penchant naturel vers l'aristocratie dont il a été longtemps membre distingué, il faut aussi craindre de se laisser entraîner sur la pente glissante de l'anarchie de certaines idées, soit celles du citoyen Ledru-Rollin, soit celles du citoyen Louis Blanc. Si leurs idées sont celles du communisme, ils devraient le dire ouvertement, si ce sont celles d'un républicanisme éclairé et pondéré, ils devraient également le proclamer afin de tranquilliser la généralité des possesseurs.

Le communisme alarme et doit alarmer une société composée sur des bases qu'il faudrait entièrement bouleverser pour y arriver; le communisme ayant pour but de réunir toutes les richesses nationales en un seul faisceau dont le chef du gouvernement serait le dépositaire, présente, quoi qu'en dise le citoyen Cabet, une agglomération de germes convulsifs qui seraient des volcans perpétuellement prêts à lancer des matières réactionnaires.

La propriété ayant été, de temps immémorial, la loi la plus simple et la récompense la plus naturelle de l'émulation, de l'esprit d'ordre, loin de chercher à la détruire, il faut chercher à l'étendre, afin que chacun possède; si chacun ne peut posséder une portion de territoire, qu'il possède un signe représentatif garanti par les possesseurs du sol, ce que nous connaissons sous le nom de rente.

Il n'y a point un seul moment à hésiter pour avouer et reconnaître que l'habileté est la prérogative de la fortune, les moyens d'habileté sont l'ordre, l'économie, les combinaisons plus ou moins chanceuses des spéculations commerciales, industrielles, et même politiques; mais sans ordre et sans économie aucune fortune ne pourrait résister à la prodigalité, les mêmes moyens qui conservent l'habileté et la fortune sont ceux qui y conduisent, l'ordre et l'économie en tête.

La classe ouvrière en général n'est pas soucieuse de l'avenir, elle dépense comme elle gagne, aussi aujourd'hui est-elle extrêmement embarrassée pour se donner des représentants sûrs de ses intérêts, et si elle voulait absolument ne les choisir que dans ses rangs, elle craindrait de ne le faire qu'au détriment de la science et peut-être même de la civilisation.

Il est donc de toute nécessité dans l'intérêt du riche comme du pauvre, d'ouvrir la carrière des emplois et de tous les avantages sociaux à tous les hommes si bas qu'ils soient placés sur les échelons; il faut que chacun puisse se dire: Si je ne possède rien, je ne puis m'en prendre qu'à moi et non à mon voisin et non à la société, parce que de tous côtés, elle m'invite à m'associer à elle, à participer à toutes ses entreprises, à partager tous ses exercices, tous ses labeurs, tous ses profits, et qu'elle ne m'abandonne même jamais, en m'ouvrant à chaque instant une voie honnête d'existence.

Je crois fermement que le citoyen Louis Blanc, en voulant organiser le travail, a entrepris de commencer par la queue au lieu de commencer par la tête; l'organisation sociale doit précéder l'organisation du travail, laquelle sortira d'elle-même de l'organisation sociale. A quoi sert l'organisation du travail sans ouvrage? au contraire, avec l'organisation sociale chacun connaissant sa place, ses devoirs, ses engagements, son avenir, se laissera aller à la confiance et reprendra son activité.

(La suite au numéro suivant.)

Paris. — Imprimerie CLAYE et TAILLEFER, 7 rue Saint-Benoît.